

## **La fracture numérique mondiale persiste**

Malgré l'adoption d'une charte par le G8 en 2000, la progression des technologies de l'information n'a pas réduit le "fossé numérique" qui sépare les pays industrialisés des pays pauvres. La Direction des relations économiques extérieures dresse un constat mitigé.

Si deux Américains sur trois ont accès à Internet, seulement un Sud-Américain sur vingt et un Africain sur 160 disposent d'un accès au Réseau. Tel est le constat dressé par la Direction des relations économiques extérieures (DREE), dépendant du ministère français des Finances, et synthétisé dans le bulletin d'informations Stratégie n° 14. Deux ans après l'adoption d'une charte sur "la société mondiale de l'information" par le G8, les auteurs de la synthèse ont souhaité faire le point sur la fameuse "fracture numérique". Laquelle est, malgré les efforts consentis, bien réelle.

Les auteurs commencent par rappeler que le fossé qui sépare les uns des autres dans l'accès aux technologies de l'information et de la communication (TIC) – constituées de l'infrastructure en téléphonie fixe et mobile ainsi qu'Internet, mais aussi les médias de masse comme la radio et la télévision – existe d'une part entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement et, d'autre part, entre les différents pays d'un même continent et, évidemment, entre les habitants d'un même pays selon leur catégorie socioprofessionnelle. Ainsi dans l'Union européenne, pourtant bien lotie en matière d'infrastructures TIC, les pays du sud de l'Europe sont quasiment deux fois moins équipés que les pays nordiques. Alors que plus de 63 % de la population du nord de l'Europe utilise Internet en 2002, cette proportion se réduit respectivement à 34,8 % et 32,7 % en Italie et en Espagne, tandis que la France se situe sous la barre des 41 %. Les écarts existent également au sein des pays de l'Union : 24,3 % des chômeurs européens ont accès au Net, contre 19 % des personnes disposant de "bas revenus" et 10,8 % des individus à "éducation limitée", alors que la moyenne se situe à 34,3 % (malgré un taux de 73 % pour les étudiants).

### **L'Afrique, un "désert numérique"**

Des disparités préoccupantes se reflètent cependant dans le reste du monde, à l'exception du continent nord-américain. Le continent africain, notamment, est "sans nul doute celui où la fracture numérique est de loin la plus marquée", souligne le bulletin. L'Afrique est un "désert numérique" qui ne représente que 2 % des télécommunications mondiales et 0,3 % du contenu Internet mondial. Faible taux d'équipement, secteur faiblement réglementé, ressources humaines qualifiées rares, moyens financiers limités, connexion lentes et trop onéreuses expliquent cette fracture avec le reste du monde même si "en matière d'Internet, les capitales sont désormais bien pourvues". C'est aussi la pauvreté qui freine le développement des TIC en Asie du Sud où le pourcentage d'individus vivant sous le seuil de pauvreté dépasse généralement les 40 % de la population. Et les services informatiques que propose avec succès l'Inde à l'Occident ne profitent que peu localement. "Avec un parc informatique de 7 millions de PC pour une population d'un milliard d'habitants et une densité téléphonique de 4 %, l'Inde reste encore loin de la révolution digitale annoncée", estime l'auteur du rapport.

Si, en Asie, la fracture entre pays développés et émergents s'est réduite au cours des deux dernières années en matière de téléphonie mobile, l'accès au Net reste sous-développé principalement à cause du coût élevé des équipements. C'est aussi le fort coût des télécommunications (100 à 120 dollars par mois d'abonnement pour l'accès) qui freine le développement du Net en Russie et au Kazakhstan. Alors que, du côté du Moyen-Orient, le frein au développement est essentiellement lié au manque de volonté d'ouverture des dirigeants et à

l'influence de la religion du pays. Pourtant, les Emirats Arabes Unis mais aussi le Bahreïn et même l'Iran ont fait le pari du développement des TIC pour diversifier leur économie essentiellement basée sur le commerce du pétrole.

### **Des initiatives locales et internationales**

Pas question pour autant de baisser les bras face à ces réalités en apparence insurmontables. Si dans nombre de régions (Afrique du Nord/Proche-Orient, Asie du Sud, Amérique latine) certains gouvernements prennent des mesures tarifaires sur les coûts des télécommunications, installent des bornes d'accès public, s'engagent dans une politique de formation ou dans d'autres initiatives plus originales (achat d'un ordinateur à crédit...), d'autres pays, comme les Etats-Unis, préfèrent laisser au secteur privé le développement des TIC. L'Afrique, particulièrement, n'a apparemment d'autre choix que de compter sur les programmes d'aide régionaux et internationaux (Nations Unies, Union Internationale des Télécoms, etc.). En Europe, où la préoccupation est de ne pas élargir la fracture numérique tout en poursuivant le développement des TIC, les gouvernements s'appuient sur des aides nationales, voire régionales ou locales, pour établir des partenariats public/privé. "Programmes dont il est encore difficile de mesurer l'impact à ce jour", souligne le rapport.

Christophe Lagane

<http://www.vnunet.fr/mac/actu/article.htm?numero=10851&date=2003-04-08>

Pour en savoir plus :

Bulletin d'information *Stratégie* n° 14 : <http://www.men.minefi.gouv.fr/webmen/informations/pdf/14fracture.pdf>